

JURIDICTION DE PROXIMITE D'EPINAL

DEPARTEMENT DES VOSGES

RG N° 91-14-000259

Minute :43/2015

JUGEMENT

JUGEMENT

Du : 16/03/2015

Monsieur B.

CI

D

Copies délivrées le

Copie exécutoire  
délivrée le

à SELARL EPITOGES

Par mise à disposition au greffe de la Juridiction de Proximité le  
16 Mars 2015

Sous la Présidence de Guillaume KLEIN, Juge placé au Tribunal  
d'instance d'EPINAL statuant en qualité de Juge de Proximité,  
assisté de Bernard GERMAIN, Greffier;

Le jugement suivant a été rendu :

ENTRE :

*DEMANDEUR :*

Monsieur B. demeurant XXXX, représenté par Maître VIRY, avocat du barreau  
d'EPINAL associé de la SELARL EPITOGES

ET :

*DEFENDEUR :*

Distributeur A sis XXXX, non comparant

Après débats à l'audience publique du 19 janvier 2015,  
devant Guillaume KLEIN, Juge de Proximité  
assisté de Bernard GERMAIN, Greffier.  
pour le jugement être rendu ce jour. Les parties présentes ayant  
été avisées de la date du délibéré.

## **EXPOSE DU LITIGE**

Selon facture du 4 octobre 2011, Monsieur B. a fait remplacer la chaudière de son logement sis à XXXX par la société M., pour un montant total de 7.635,46 euros toutes taxes et main-d'œuvre comprises. Ce remplacement a donné lieu à délivrance d'un certificat de conformité en date du 31 juillet 2014.

Suite à une période de gel durant l'hiver 2011-2012, une panne est intervenue malgré le positionnement de l'appareil en "hors gel", entraînant une avarie importante de la chaudière suscitant une facture de 847,10 euros. Le surplus des dégâts a été indemnisé par l'assureur de Monsieur B.

Monsieur B. a saisi le médiateur de l'énergie. À cette occasion, le distributeur A., responsable du réseau, invité à produire des observations, a considéré que la panne provenait du gel du détendeur qui, en dégelant, avait occasionné une surpression. La société M. a eu la même analyse. Le détendeur en cause, positionné en amont du compteur, a été remplacé par le distributeur A., le 6 février 2012.

Le médiateur de l'énergie a, par courrier du 7 août 2014, recommandé au distributeur A. de rembourser les dégâts occasionnés à la chaudière du demandeur. Cette recommandation n'a pas été suivie d'effet.

En conséquence, par déclaration reçue au greffe le 13 novembre 2014, Monsieur B. a saisi la juridiction de proximité d'Epinal. Aux termes de ses écritures, auxquelles il est renvoyé pour un plus ample exposé des prétentions et moyens des parties, il demande de voir condamner le distributeur A. à lui payer :

- la somme de 847,10 euros au titre des réparations de la chaudière,
- la somme de 1.000 euros en application des dispositions de l'article 700 du Code de procédure civile, outre les entiers dépens.

A l'audience du 19 janvier 2015, Monsieur B. a comparu et maintenu ses demandes.

Le distributeur A., bien que régulièrement convoqué par courrier recommandé dont il a signé l'accusé de réception le 17 novembre 2014, n'a pas comparu.

La décision a été mise en délibéré pour être rendue le 16 mars 2015.

## **MOTIFS DE LA DECISION**

### **Sur la responsabilité contractuelle**

Aux termes des dispositions de l'article 1147, le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts, soit à raison de l'inexécution d'une obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part.

En l'espèce, il n'est pas contesté que le sinistre subi par Monsieur B., ayant occasionné une panne de la chaudière et divers dégâts matériels, a pour origine le gel d'un détendeur de gaz, situé en amont du compteur de la maison des intéressés, et dont la responsabilité incombe au distributeur A., notamment en termes de maintenance et de délivrance conforme.

De l'avis du médiateur de l'énergie, qui reprend en cela les termes des expertises amiables diligentées par les assureurs, et eu égard aux photographies versées, le gaz distribué a atteint une pression de 30 bars, ce qui excède la norme imposée par le cahier des charges dans le cas d'espèce.

Or il appartenait au distributeur A. d'assurer une fourniture continue de gaz de nature à garantir la sécurité des installations domestiques et d'assurer la maintenance de ses propres installations, y compris le détenteur en cause, dont le but est justement d'éviter toute surpression.

Il ressort des pièces versées aux débats que d'une part, les clauses exclusives de responsabilité invoquées par le distributeur A. devant le médiateur de l'énergie sont rapportées par le demandeur, qui y répond par avance. Or, le distributeur A. n'a pas souhaité intervenir à la présente instance, de sorte qu'elle ne saisit cette juridiction d'aucun moyen visant à exclure sa responsabilité, moyens dont la juridiction ne peut se saisir d'office. Au demeurant, aucun événement de force majeure ou tout autre cas exclusif de garantie n'est rapporté en l'état permettant d'écarter la responsabilité du distributeur A.

D'autre part, les conditions contractuelles litigieuses ne sont pas versées autrement que par ricochet, au travers des conclusions du médiateur de l'énergie. La preuve de la soumission particulière de Monsieur B. auxdites clauses n'est donc pas rapportée en l'absence de production du contrat original, de sorte qu'il n'est pas envisageable de statuer sur le caractère abusif de ces clauses sans savoir si Monsieur B. a intérêt à ladite contestation.

En conséquence, au vu des réparations engagées, il conviendra de déclarer le distributeur A. entièrement responsable du préjudice subi par Monsieur B. et de le condamner à lui verser la somme de 847,10 euros en réparation de celui-ci.

### **Sur les autres demandes**

Il n'est pas inéquitable de condamner le distributeur A. à verser à Monsieur B. la somme de 350 euros en application des dispositions de l'article 700 du Code de procédure civile.

Le distributeur A., partie succombante, devra s'acquitter des entiers dépens.

### **PAR CES MOTIFS**

**Le Juge du Tribunal d'instance, agissant en qualité de juge de proximité, conformément aux dispositions de l'article L. 232-2 du Code de l'organisation judiciaire,**

*Statuant par jugement réputé contradictoire, rendu après débats en audience publique et en dernier ressort,*

**Condamne** le distributeur A. à payer à Monsieur B. la somme de **847,10 euros (huit cent quarante-sept euros et dix centimes)** en réparation de son préjudice matériel ;

**Condamne** le distributeur A. à payer à Monsieur B. la somme de **350,00 euros** (**trois cent cinquante euros**) en application des dispositions de l'article 700 du Code de procédure civile ;

**Rejette** toutes autres demandes plus amples ou contraires ;

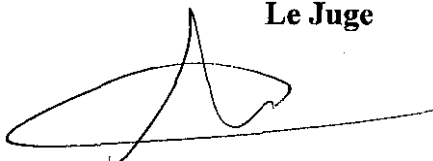
**Condamne** le distributeur A. aux entiers dépens ;

*Ainsi jugé et prononcé par mise à disposition au greffe les jour, mois et an susdits.*

**Le Greffier**



**Le Juge**



POUR EXPÉDITION certifiée conforme  
à la minute du secrétariat-greffe "  
de la juridiction de proximité d'EPINAL.  
Le Greffier en Chef,